

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. DESROYS DU ROURE

## **Les taxes de remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à Paris (suite et fin)**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 50 (1909), p. 521-528

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1909\\_\\_50\\_\\_521\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__521_0)

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

III

LES TAXES DE REMPLACEMENT DES DROITS D'OCTROI

SUR LES BOISSONS HYGIÉNIQUES A PARIS

(Suite et fin [1])

**Taxe municipale sur les cercles**

La taxe municipale sur les cercles, sociétés et lieux de réunion est égale à celle qui est perçue au profit de l'État.

On sait que l'un des éléments de cette dernière taxe consiste dans le montant des cotisations de l'année précédente. S'appuyant sur ce fait, plusieurs contribuables soutinrent que, en autorisant la ville de Paris à en percevoir une semblable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1901, la loi avait entendu frapper les cotisations de 1901 et que le rôle établi en 1901, d'après les cotisations de 1900, était illégal. Cette thèse fut accueillie par le Conseil d'État, et la Ville dut rembourser aux réclamants ce qu'ils avaient versé. De là le montant très élevé des dégrèvements et non-valeurs en 1901 et 1902.

**Taxe sur les cercles**

Années	Montant des rôles	Dégrèvements et non-valeurs	Montant net des titres de perception	Restes à recouvrer
1901. . .	691.028 <sup>f</sup> 69	103.195 <sup>f</sup> 57	587.833 <sup>f</sup> 12	»
1902. . .	638.020 61	354.493 90	283.526 71	»
1903. . .	638.081 68	26.662 82	611.418 86	»
1904. . .	611.713 84	6.838 00	604.875 84	»
1905. . .	648.103 20	17.445 00	630.658 20	»
1906. . .	645.684 70	7.806 00	637.878 70	»
1907. . .	642.911 46	7.594 00	635.317 46	»
1908. . .	627.788 39	3.388 00	624.400 39	8.478 <sup>f</sup> 60
Totaux. . .	5.143.332 <sup>f</sup> 57	527.423 <sup>f</sup> 29	4.615.909 <sup>f</sup> 28	8.478 <sup>f</sup> 60

Comme on le voit, le produit tend plutôt à diminuer qu'à augmenter.

**Taxe municipale sur les voitures, chevaux et automobiles**

Cette taxe est égale à la taxe en principal perçue au profit de l'État. Le produit en augmente rapidement, ainsi que le montre le tableau ci-dessous; mais les éléments d'imposition se modifient d'une manière notable. En effet, de 1901 à 1908, les éléments d'imposition figurant à Paris, à la fois, dans les rôles *primitifs* de la taxe d'État et dans les rôles de la taxe municipale correspondante tombent, pour les voitures, de 11.540 à 6.787, et pour les chevaux, de 9.770 à 5.846, mais en revanche, le nombre des automobiles monte de 1.018 à 6.334.

(1) Voir le Journal, numéro d'octobre, p. 486.

Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que les éléments d'imposition à la taxe municipale ne sont pas exactement les mêmes que pour la taxe d'État. En effet, en vertu des dispositions combinées de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1897 et de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1900, les personnes qui ont *plusieurs résidences* sont, pour les voitures, chevaux, mules, mulets et voitures automobiles qui *suivent habituellement à Paris*, passibles de la taxe de remplacement en cette ville, quel que soit le lieu d'imposition à la taxe d'État, de sorte que le produit de la taxe de remplacement est nécessairement plus élevé que celui de la taxe d'État.

Années	Montant des rôles	Dégrèvements et non-valeurs	Montant net des titres de perception	Restes à recouvrer
1901 . . .	1.056.254 <sup>f</sup> 44	54.254 <sup>f</sup> 44	1.002.000 <sup>f</sup> 00	»
1902 . . .	1.057.950 77	73.838 99	984.111 78	»
1903 . . .	1.128.400 56	87.404 84	1.040.995 72	»
1904 . . .	1.201.629 69	84.805 23	1.116.824 46	»
1905 . . .	1.308.755 08	85.727 09	1.223.027 99	»
1906 . . .	1.437.138 49	89.808 57	1.347.329 92	60 00
1907 . . .	1.610.234 83	100.891 93	1.509.342 90	303 75
1908 . . .	1.707.618 48	38.769 11	1.668.849 37	55.142 69
<b>Totaux . . .</b>	<b>10.507.982<sup>f</sup> 34</b>	<b>615.500<sup>f</sup> 20</b>	<b>9.892.482<sup>f</sup> 14</b>	<b>55.506<sup>f</sup> 44</b>

L'augmentation moyenne annuelle ressort à 95.200 francs en chiffre rond.

#### Taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement

La perception de ces taxes a été naturellement confiée à l'administration de l'Enregistrement, alors que la perception des taxes directes de remplacement était confiée aux receveurs-percepteurs de Paris.

On remarquera, dans le tableau ci-dessous, le faible rendement de la première année; cela tient à ce que, les mutations n'étant assujetties à l'enregistrement que dans un délai de trois mois de leur date, et cette date fixant la quotité des droits, les trois premiers mois de l'année 1901 n'ont forcément donné qu'un produit très faible, les actes enregistrés portant pour la plupart sur des mutations antérieures au 31 décembre 1900.

Le produit de ces taxes a été à peu près stationnaire jusqu'en 1906; les recettes de 1907 et 1908 accusent une progression notable.

#### Taxes additionnelles d'enregistrement

Années	Droits perçus	Restitutions	Produit net
1901 . . . . .	1.668.158 <sup>f</sup> 79	4.183 <sup>f</sup> 02	1.663.975 <sup>f</sup> 77
1902 . . . . .	1.914.884 04	10.298 11	1.904.585 93
1903 . . . . .	1.853.378 01	9.461 20	1.843.916 81
1904 . . . . .	1.895.127 87	10.856 78	1.884.271 09
1905 . . . . .	2.140.743	12.871 35	2.127.871 65
1906 . . . . .	1.869.793 20	5.713 14	1.864.080 06
1907 . . . . .	2.273.807 32	24.720 12	2.249.087 20
1908 . . . . .	2.404.350 19	11.634 61	2.392.715 58
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>16.020.242<sup>f</sup> 42</b>	<b>89.733<sup>f</sup> 83</b>	<b>15.930.504<sup>f</sup> 09</b>

### Taxe d'octroi sur les oranges, citrons et limons

Le 31 décembre 1900, le conseil municipal avait voté un droit d'octroi de 5 francs par 100 kilos sur les oranges, citrons et limons. Le kilogramme représentant environ sept oranges ou quatorze mandarines, la taxe revenait à moins d'un centime par orange, moins d'un demi-centime par mandarine. Aussi le prix de vente des oranges au détail ne s'en ressentit pas et la taxe retomba sur les intermédiaires ; les négociants en oranges et citrons élevèrent d'énergiques protestations et firent valoir, non sans raison, que la perception du droit, non restituable à la sortie de Paris, allait avoir pour effet de transporter à l'extérieur le marché de ces fruits, centre de transit et d'expédition en même temps que d'approvisionnement local.

Ces doléances furent écoutées, et le conseil municipal, par une délibération du 12 juillet 1901, décida la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1902, de la taxe, dont le rendement ne fut d'ailleurs que de 621.309 francs au lieu de 1.400.000

Voici enfin le produit du demi-centime additionnel aux quatre contributions directes :

Années	Produit
1901 . . . . .	338.074 <sup>f</sup> 11
1902 . . . . .	346.865 65
1903 . . . . .	346.036 10
1904 . . . . .	349.724 33
1905 . . . . .	354.909 52
1906 . . . . .	362.884 00
1907 . . . . .	370.550 50
1908 . . . . .	377.880 61
<b>Total . . . . .</b>	<b>2.846.924<sup>f</sup> 82</b>

\*  
\* \*

Examinons maintenant les résultats financiers de la réforme, tant au point de vue du budget municipal que des contribuables.

Le produit moyen des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, calculé sur les trois années qui ont précédé la réforme, était de . . . . .	56.571.714 <sup>f</sup>
Les droits sur l'alcool s'élevaient, en moyenne, à . . . . .	14.971.899
Les taxes de remplacement et les droits sur l'alcool, y compris la surtaxe, devaient donc, pour l'équilibre du budget, donner annuellement une recette de . . . . .	71.543.613
Mais la réforme de la contribution mobilière ayant permis à la Ville de réaliser une économie de . . . . .	4.600.000
Il ne restait plus à demander aux taxes de remplacement et à l'alcool qu'un produit total de . . . . .	66.943.613

Reprenons les chiffres que nous avons donnés pour le produit net de chacune des taxes, de 1901 à 1908,

Alcools. . . . .	163.674.004 <sup>f</sup> 00
Taxe foncière. . . . .	135.164.553 93
Taxe sur la valeur vénale de la propriété non bâtie. . . . .	2.427.649 61
Taxe sur la valeur en capital de la propriété bâtie et non bâtie. . . . .	99.051.390 61
Taxe sur la valeur locative des locaux d'habitation. . . . .	14.720.381 78
Taxe sur la valeur locative des locaux commerciaux et industriels. . . . .	15.386.840 87
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères. . . . .	43.563.391 24
Taxe sur les cercles. . . . .	4.615.909 28
Taxe sur les voitures, chevaux et automobiles. . . . .	9.892.482 14
Taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement. . . . .	15.930.504 09
Taxe d'octroi sur les oranges et citrons. . . . .	621.309 60
Demi-centime additionnel aux quatre contributions directes. . . . .	2.846.924 82
 Montant total des taxes. . . . .	 507.895.341 <sup>f</sup> 97
Moyenne annuelle. . . . .	63.486.917 74
 La Ville de Paris aurait perçu, par an, sans la réforme . . . . .	 66.943.613 <sup>f</sup> 00
Elle a perçu en moyenne. . . . .	63.486.917 00
 Différence en moins. . . . .	 3.456.696 <sup>f</sup> 00
Soit pour les huit années 1901-1908. . . . .	27.653.568 00

Cette perte pour le budget municipal, perte qui a profité d'ailleurs aux contribuables, a été particulièrement fâcheuse, car elle survenait dans une période où des lois nouvelles, telle que la loi sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, imposaient à la Ville des charges supplémentaires considérables.

Notons que ce déficit n'est pas imputable aux taxes directes, qui ont fourni tout ce qu'on en attendait; il provient des mécomptes qu'a donnés le produit des droits sur les alcools, mécompte prévu ou tout au moins redouté par l'Administration préfectorale et le conseil municipal, qui avaient essayé vainement d'obtenir des pouvoirs publics l'autorisation de créer des ressources plus abondantes. L'augmentation excessive de la taxe d'octroi d'abord, puis des droits perçus au profit du Trésor, devait nécessairement avoir pour effet, sinon de restreindre la consommation apparente des spiritueux, du moins de faire évanouir dans une large mesure la matière soumise à l'impôt, c'est-à-dire l'alcool pur.

On remarquera que, pour établir les chiffres qui précèdent, nous avons supposé que, pendant ces huit années, les boissons hygiéniques auraient fourni seulement le même produit qu'avant la réforme, et cela, malgré l'accroissement de la population, malgré des récoltes exceptionnelles de vins, qui auraient en tout état de cause amené une augmentation notable de la consommation. Nous n'avons pas tenu compte non plus des frais d'assiette de perception des nouvelles taxes, frais relativement peu élevés, il est vrai (environ 350.000 francs en moyenne), mais qui n'ont pas été compensés par une réduction sensible des dépenses du service de l'octroi, dont l'organisation devait forcément rester la même, en dépit de l'exemption accordée aux boissons hygiéniques (1).

Nous nous sommes donc volontairement placé dans les circonstances les plus défavorables à notre thèse, de sorte que le chiffre de 3.456.696 francs de perte annuelle pour le budget municipal est certainement un minimum.

---

(1) En vertu de l'article 9 de la loi du 29 décembre 1897, les frais de casernement que la ville remboursait au Trésor et qui représentaient pour une part les droits d'octroi payés par l'État pour la consommation de la garnison, ont été réduits dans une forte proportion. Il est juste de reconnaître qu'il y a eu là pour le budget municipal une économie annuelle de 80.000 francs environ.

A certains égards, au contraire, la réforme a eu pour la solidité de ce budget d'heureuses conséquences.

En 1897, les produits de l'octroi fournissaient au budget une somme de 155.280.000 francs sur un total de recettes budgétaires ordinaires de 302.271.000 francs. C'était une proportion de 51 %. En 1901, les mêmes produits ne s'élevaient plus qu'à 115.285.000 francs sur un total de recettes budgétaires de 310.951.000 francs. La proportion était tombée à 37 %. Or si, au point de vue fiscal, les taxes de consommation ont d'incontestables mérites, elles ont aussi leurs défauts, et l'un des plus gênants est leur sensibilité : une foule de circonstances influent sur leur rendement et rendent l'équilibre budgétaire d'autant plus instable que la part de ces taxes dans le total des recettes est plus considérable. On ne peut donc que se féliciter de voir le rôle de l'octroi de Paris notablement diminué et pris par des taxes directes qui, on a pu le constater, progressent un peu lentement peut-être, mais sans à-coups, sans ces soubresauts et ces reculs des taxes indirectes qu'il est si malaisé de prévoir.

\*  
\* \*

Comment les charges nouvelles se sont-elles réparties entre les diverses catégories d'habitants de la capitale ?

Nous emprunterons, à ce sujet, à M. Albert Fontaine le très intéressant relevé qu'il a établi pour l'année 1902, la première où le régime définitif a fonctionné complètement.

Le voici :

		MONTANT	PRO- PORTION %
<b>1° Taxes directes</b>			
Taxes à la charge des propriétaires.	Taxe de 2,50 % sur le revenu net des propriétés bâties et non bâties . . . . .	16.466.348	30,459,407 52,00
	Taxe de 0,10 % sur la valeur en capital des propriétés bâties et non bâties . . . . .	13.898.836	
	Demi-centime additionnel au principal de la contribution foncière . . . . .	94.223	
Taxes à la charge des locataires ou occupants	Suppression du prélèvement sur l'octroi effectué avant la réforme pour alléger la charge des petits loyers (contribution mobilière) . . . . .	4.600.000	9,603,009 16,39
	Taxe de 0,50 % sur la valeur locative des locaux d'habitation.	1.614.367	
	Taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères sur les locaux d'habitation . . . . .	3.276.000	
	Demi-centime additionnel au principal des contributions mobilière et des portes et fenêtres . . . . .	112.642	
Taxes à la charge du commerce et de l'industrie.	Taxe de 0,50 % sur la valeur locative des locaux commerciaux et industriels . . . . .	1.707.850	4,028,099 6,88
	Taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères frappant les locaux commerciaux et industriels . . . . .	2.180.250	
	Demi-centime additionnel au principal de la patente . . . . .	139.999	
Taxes sur le luxe.	Taxe sur les chevaux, voitures et automobiles . . . . .	1.057.951	1,695,971 2,90
	Taxe sur les cercles . . . . .	638.020	
<b>TOTAL . . . . .</b>		<b>45.786.486</b>	
<b>2° Taxes indirectes</b>			
Droit d'octroi supplémentaire de 85,20 par hectolitre d'alcool (127.621 <sup>h</sup> 43 X 85,20) . . . . .		10.873.346	18,56
Taxes additionnelles aux droits d'en- registrement.	1° 1 % pour les ventes de meubles et objets mobiliers effectuées aux enchères publiques . . . . .	308.446	1,914,381 3,27
	2° 1,25 % pour les transmissions à titre onéreux ou gratuit de tout office ou clientèle visé par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 . . . . .	135.793	
	3° 1,25 % pour les mutations de propriétés à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle . . . . .	1.399.537	
	4° 0,32 % pour les cessions de marchandises neuves garnissant les fonds de commerce, lorsque le droit d'enregistrement ne sera dû qu'au taux de 0,50 % . . . . .	75.558	
<b>MONTANT TOTAL DES TAXES DE REMPLACEMENT EN 1902 . . . . .</b>		<b>58.574.216</b>	<b>100,00</b>

On remarquera certaines différences, peu importantes d'ailleurs, entre les chiffres de ce tableau et ceux que nous avons donnés précédemment. Elles proviennent de ce que notre honorable confrère a pris le montant brut des rôles, tandis que nous avons tenu compte des dégrèvements et non-valeurs.

Les proportions que fournit ce tableau en seraient, au reste, très faiblement affectées.

En somme, c'est la propriété qui a dû supporter la plus forte part du fardeau, plus de 50 %. Dans quelle mesure a-t-elle pu rejeter cette charge sur les locataires? Il est assez difficile de le dire. Dans son *Traité de la Science des Finances*, M. Paul Leroy-Beaulieu fait remarquer que l'étude de l'incidence et de la répercussion des impôts est une matière fort obscure et qu'il s'y rencontre des questions presque insolubles. « Ce sujet, dit l'éminent auteur, est pour les économistes, dans bien des cas, ce que le problème du libre arbitre est pour le philosophe. » On nous excusera donc d'être très réservé dans nos conclusions à cet égard. Le prix des loyers à Paris obéit surtout à la loi de l'offre et de la demande; la hausse et la baisse sont commandées non seulement d'une façon générale par le mouvement des constructions, comparé à celui de la population, mais encore de quartier à quartier par des circonstances locales, telles que le déplacement de certains commerces, les changements survenus dans les goûts et les habitudes du public, enfin la création de nouveaux modes de transport. Nous nous contenterons de constater que le nombre des logements vacants a sensiblement diminué à Paris, et que, dans l'ensemble, les loyers tendent à augmenter. Les taxes de remplacement ne sont vraisemblablement pas étrangères à ce résultat.

En tout cas, s'il s'est produit au détriment des locataires une répercussion des charges nouvelles qui venaient grever les propriétaires, ce n'a été que progressivement, au fur et à mesure de l'expiration des baux, là du moins où il en existait.

Après les propriétaires fonciers viennent les consommateurs de spiritueux, qui contribuent dans une proportion de 18,56 %; puis les locataires et occupants (16,39 %), à l'exception de ceux qui ne sont pas assujettis à la contribution mobilière. La part du commerce et de l'industrie n'est que de 6,88 %.

En regard de ceux qui ont supporté le poids de la réforme, cherchons quels sont ceux qui en ont profité.

Les particuliers qui se fournissent de vin à la pièce ont certainement bénéficié de la totalité du dégrèvement.

En ce qui concerne la vente au panier ou au litre, il s'est produit une diminution de 20 à 30 centimes par litre sur les vins ordinaires. Or, le droit d'octroi supprimé représentait 10<sup>f</sup>62 par hectolitre; les droits perçus au profit de l'État ont été réduits de 8<sup>f</sup>25 à 1<sup>f</sup>50; la diminution des charges ressort ainsi à 17<sup>f</sup>37 par hectolitre ou à 0<sup>f</sup>17 par litre. D'autre part, les récoltes abondantes de 1900 et 1901 (67 millions et 60 millions d'hectolitres) ont provoqué un abaissement des prix de gros que l'on peut évaluer à 6 ou 8 francs par hectolitre. Le consommateur au litre a donc bénéficié, lui aussi, de la totalité du dégrèvement ainsi que de l'abaissement du prix de gros.

Quant aux vins fins vendus à la bouteille, soit chez les marchands, soit dans les restaurants, leur prix n'a pas varié, ce qu'explique la faible proportion du dégrèvement par rapport au prix relativement élevé de la bouteille.

Il est à remarquer que même les vins très ordinaires n'ont pas été diminués dans les restaurants genre Duval.

En ce qui concerne la bière, qui a bénéficié d'un dégrèvement de 15 francs par hectolitre, la plus grande partie des consommateurs, qui la prennent au bock, n'en a pas profité, le prix du bock étant resté le même.

La consommation des boissons hygiéniques a d'ailleurs augmenté dans une forte proportion. Voici, pour le vin, le chiffre des introductions depuis 1895.

Années	Introduction en hectolitres	Années	Introduction en hectolitres
<b>1895</b> . . . .	5.012.266	<b>1902</b> . . . .	6.893.440
<b>1896</b> . . . .	4.839.656	<b>1903</b> . . . .	6.104.686
<b>1897</b> . . . .	4.914.239	<b>1904</b> . . . .	5.823.794
<b>1898 (*)</b> . . .	4.495.031	<b>1905</b> . . . .	6.498.217
<b>1899</b> . . . .	5.201.514	<b>1906</b> . . . .	6.594.784
<b>1900</b> . . . .	5.180.616	<b>1907</b> . . . .	6.519.339
<b>1901 (**)</b> . .	6.804.571	<b>1908</b> . . . .	6.537.262

(\*) Abaissement de la taxe d'octroi de 10<sup>f</sup> 62 à 7<sup>f</sup> 40 à partir du 23 octobre 1898.

(\*\*) Suppression totale de la taxe d'octroi et réduction des droits de régie de 8<sup>f</sup> 25 à 1<sup>f</sup> 50 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1901.

Le Service de l'octroi, qui nous a fourni ces chiffres, fait remarquer d'ailleurs que, depuis 1901, ils offrent moins de garanties qu'auparavant, la statistique des entrées n'étant plus contrôlée par une perception.

Toutefois, il est certain que la réforme a atteint son but et que la consommation des boissons hygiéniques s'est développée aux dépens de celle des spiritueux.

\* \* \*

En somme, ce grand déplacement d'impôts, s'il a provoqué bien des récriminations, n'a entraîné aucun trouble économique profond. On a trop demandé, à notre avis, à la richesse immobilière, sous prétexte qu'elle avait profité depuis un siècle de plus-values considérables produites par les grands travaux d'édilité; mais ceux qui ont été frappés étaient-ils vraiment ceux, ou les héritiers de ceux qui avaient bénéficié de ces plus-values? Les transactions immobilières sont fréquentes à Paris et l'on peut affirmer qu'un grand nombre des propriétaires grevés des nouvelles taxes avaient acheté leurs immeubles à une époque récente et les avaient payés, par conséquent, à un prix bien voisin de leur valeur actuelle; la plus-value était donc déjà passée dans d'autres mains.

Toutefois, cette taxation de la propriété foncière n'a pas entraîné de crise immobilière: l'activité des constructions est restée sensiblement la même; si elle se ralentit depuis trois ans, c'est pour d'autres causes que les taxes de remplacement (1).

(1) Il était intéressant à cet égard de relever depuis quelques années le nombre des demandes d'autorisation de bâtir adressées au Service de voirie de la Ville de Paris. Tel est l'objet du tableau ci-dessous:

Années	Nombre des demandes d'autorisation de bâtir ou de surélever	Nombre des étages auxquels ces demandes s'appliquent	Années	Nombre des demandes d'autorisation de bâtir ou de surélever	Nombre des étages auxquels ces demandes s'appliquent
<b>1895</b> . . . .	886	4.604	<b>1902</b> . . . .	1.561	5.441
<b>1896</b> . . . .	1.094	5.262	<b>1903</b> . . . .	1.446	5.009
<b>1897</b> . . . .	1.144	5.423	<b>1904</b> . . . .	1.555	5.329
<b>1898</b> . . . .	1.536	6.446	<b>1905</b> . . . .	1.542	5.243
<b>1899</b> . . . .	1.459	5.415	<b>1906</b> . . . .	1.458	4.965
<b>1900</b> . . . .	1.088	3.999	<b>1907</b> . . . .	1.348	4.191
<b>1901</b> . . . .	1.571	5.564	<b>1908</b> . . . .	1.275	4.455



L'alcool aussi a été trop chargé ; on en est arrivé à ce point de taxation où la matière imposable se dérobe. Si l'on se place uniquement au point de vue de l'hygiène, on peut se réjouir du résultat obtenu ; mais si l'on considère l'intérêt du budget municipal, on constate que la mesure a été dépassée.

Il eût mieux valu, croyons-nous, conserver un léger droit d'octroi sur les vins, par exemple 2 francs par hectolitre, ou 2 centimes par litre. Ce droit n'eût entravé ni la diminution qui s'est produite dans le prix de vente au détail ni l'augmentation de la consommation ; il aurait rapporté une somme de 12 millions, qui eût permis de ménager davantage la propriété foncière et l'alcool ; de plus, en légitimant la surveillance des introductions de vins, il aurait mis le service de l'octroi à même de déjouer les distillations clandestines. Dans ces conditions, l'alcool, moins lourdement taxé et mieux surveillé, ne se serait pas dérobé à l'impôt comme il l'a fait et le budget n'aurait pas connu les mécomptes qui ont compromis son équilibre.

Quoi qu'il en soit, si l'on envisage les difficultés qu'a présentées le remplacement de 56 millions et demi de droits d'octroi, la quantité des taxes qu'il a fallu examiner, la variété de celles auxquelles la ville a dû définitivement avoir recours, on comprendra qu'il soit permis aujourd'hui d'hésiter devant la solution du problème toujours posé, mais autrement complexe, de la suppression totale de l'octroi à Paris et du remplacement des 110 millions qu'il fait tomber, bon an mal an, dans la caisse municipale.

---

E. DESROYS DU ROURE.